



**HAL**  
open science

# Partir pour études à l'étranger ou rester étudier au Maroc - Enjeux d'estime de soi et projections professionnelles de jeunes diplômés

Chloé Pellegrini

## ► To cite this version:

Chloé Pellegrini. Partir pour études à l'étranger ou rester étudier au Maroc - Enjeux d'estime de soi et projections professionnelles de jeunes diplômés. Alami-Mchichi Houria. Un autre regard sur les migrations : expériences du Maroc, L'Harmattan, pp.117-132, 2018, Histoire et perspectives méditerranéennes, 978-2-343-14196-1. hal-01740183

**HAL Id: hal-01740183**

**<https://hal.science/hal-01740183v1>**

Submitted on 7 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chloé Pellegrini, *Diotime Consultant*, Marrakech  
Doctorante Aix-Marseille Université, CNRS-LAMES, France

## **Partir pour études à l'étranger ou rester étudier au Maroc – enjeux d'estime de soi et projections professionnelles de jeunes diplômés marocains**

**Chapitre d'ouvrage publié dans Alami Mchichi H. (dir.), 2018, *Un autre regard sur les migrations : expériences du Maroc*, L'Harmattan, Collection « Histoires et perspectives méditerranéennes », Paris**

### **Introduction**

Malgré l'absence de données chiffrées précises sur les étudiants marocains en situation de mobilité pour études à l'étranger, l'ampleur croissante des effectifs concernés depuis les années 1990 en fait un véritable « phénomène social » (Marchandise 2009). De nombreuses études multidisciplinaires lui ont été consacrées. Certaines portent sur le caractère historique de cette mobilité vers la France qui reste aujourd'hui encore la première destination des étudiants marocains (Geisser 2000 ; Vermeren 2002 ; Balac 2010), d'autres sur les milieux sociaux d'origine de ces étudiants et les motivations qui les incitent, eux et leurs familles, à construire un projet de mobilité internationale pour études (Geisser 2000 ; Gérard 2008 ; Sadik 2008 ; Balac 2010 ; Chamkhi & Dubois 2011). C'est un sujet étudié de près également par les organismes internationaux tels que la banque mondiale (2011), la communauté européenne (ETF 2013) ou l'OCDE (2013) qui analysent les enjeux démographiques, politiques et économiques de ces potentielles migrations de compétences et de personnes hautement qualifiées (PHQ).

Plusieurs de ces études, dont celles de Vermeren (2002) et de Gérard (2008), présentent comme avéré que les jeunes Marocains, qui ont effectué leurs études et obtenu leurs diplômes dans un pays occidental<sup>1</sup>, trouvent plus rapidement des emplois qualifiés à leur retour au Maroc que les diplômés des écoles et universités marocaines à niveau égal. Considérée comme un symbole de prestige et de réussite sociale et professionnelle, la mobilité internationale pour études serait ainsi souvent conçue par les jeunes et leurs familles comme une stratégie incontournable pour échapper à des

---

<sup>1</sup> Lors des entretiens comme souvent dans la littérature qui lui est consacrée, le terme de « diplôme étranger » recouvre principalement le sens de diplôme délivré par le système d'enseignement supérieur d'un pays occidental. Il s'agit surtout des diplômes de pays francophones (France, Belgique et Québec) et anglo-saxons (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada). En revanche, les diplômes d'autres pays arabes et des pays d'Europe de l'Est soit ne sont pratiquement jamais cités par les participants à notre enquête, soit sont présentés comme ayant peu de valeur sur le marché de l'emploi marocain.

conditions d'études difficiles dans un contexte national de massification de la demande d'éducation (Ibaaquil 2000) et au fort taux de chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (HCP & Conseil Economique et Social 2012).

C'est dans ce contexte que nous avons coordonné une enquête dans le cadre du programme MIM-AMERM 2014-2015 sur l'employabilité comparée des jeunes diplômés marocains selon qu'ils ont obtenu leurs diplômes d'établissements d'enseignement supérieur marocains ou étrangers, en concentrant notre recherche sur le marché de l'emploi de Marrakech (Pellegrini 2016). L'étude qualitative consistait en des entretiens avec trois populations : des employeurs (DG et DRH de petites, moyennes et grandes entreprises) ; de jeunes diplômés de 23 à 35 ans (lauréats de diplômes marocains et lauréats de diplômes étrangers de divers pays) ; des acteurs institutionnels et privés de l'enseignement supérieur, de l'insertion professionnelle et de la mobilité internationale.

Cet article s'appuie sur la partie des résultats de cette enquête qui concerne les jeunes diplômés. Nous cherchons ici à approfondir les analyses des entretiens<sup>2</sup> menés avec vingt-neuf d'entre eux (dix-huit hommes et onze femmes). Dans la catégorie des diplômés de l'enseignement supérieur marocain, a été réalisé un focus groupe avec dix jeunes gens qui venaient d'obtenir leur diplôme (huit hommes et deux femmes), puis neuf entretiens individuels semi-directifs avec des diplômés en situation d'emploi ou de recherche d'emploi (six femmes et trois hommes). Dans la catégorie des diplômés de l'étranger de retour à Marrakech, ont été réalisés dix entretiens : six avec des titulaires de diplômes français (trois femmes et trois hommes) ; quatre avec de jeunes hommes titulaires de diplômes de divers autres pays étrangers : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Canada/l'Espagne et la Tunisie<sup>3</sup>.

Après une brève présentation de leurs caractéristiques en termes de qualifications et de parcours professionnels<sup>4</sup>, nous nous intéresserons ici à dresser un portrait de ces jeunes gens : quelles représentations ont-ils d'eux-mêmes et de leur employabilité sur le marché du travail national en fonction de la « nationalité » marocaine ou étrangère de leurs diplômes ? Dans quelle mesure partir en mobilité pour études à l'étranger

---

<sup>2</sup> Nos remerciements vont à Alazali M., Bouali B. et Zitouni F. qui ont participé à l'enquête et mené certains des entretiens avec les diplômés dont il est question dans cet article.

<sup>3</sup> Il est à noter que la présence de jeunes Marocains diplômés de l'étranger à Marrakech semble plus rare qu'à Casablanca et Rabat. C'est sans doute pour cette raison que, malgré nos recherches, nous n'avons pu rencontrer autant de femmes que d'hommes ni beaucoup de titulaires de diplômes de pays autres que la France.

<sup>4</sup> Pour une description plus complète des caractéristiques des diplômés interviewés, voir le rapport lui-même (Pellegrini 2016).

représente-t-il à leurs yeux un rêve (réalisé ou non) d'ascension professionnelle et sociale ? Comment expliquer les différences de perceptions de soi et de ses compétences professionnelles entre ces diplômés selon la provenance de leurs diplômes ?

### **Diplômés de l'enseignement supérieur national**

Les dix diplômés ayant participé au focus groupe étaient membres de différentes associations locales pour les jeunes au moment de l'entretien. À l'exception du plus âgé d'entre eux, licencié d'histoire, enseignant d'arabe titulaire dans une école primaire publique et responsable d'une des associations, tous les autres venaient d'obtenir leurs diplômes dans des secteurs aussi divers que l'audiovisuel et le design (trois hommes, diplômés d'écoles privées) ; l'économie et la gestion (quatre dont deux femmes et un homme licenciés de l'université publique et un homme diplômé de l'École Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG) dont l'entrée est sélective) ; la sociologie (un homme licencié de l'université publique) ; les études islamiques (idem).

Ils n'avaient ainsi à l'époque de l'entretien aucune expérience professionnelle. Quelques-uns disaient avoir fait des stages en entreprise au cours de leurs études, mais en parlaient avec une certaine ironie : peu de tâches leur étaient confiées, si ce n'est faire du café ou quelques photocopies, en revanche, ils étaient souvent confinés dans un bureau assis, à ne rien faire. Avant même de commencer à postuler, ils étaient persuadés que leur diplôme était inadapté au monde du travail, qu'ils n'avaient pas les compétences requises et, pour la grande majorité d'entre eux, se projetaient déjà en échec dans leurs futures recherches d'emploi. Après avoir fêté sans enthousiasme la fin de leurs études et l'obtention de leur diplôme, ils s'apprêtaient à commencer leur première recherche d'emploi avec tout aussi peu d'enthousiasme, aussi peu de motivation et de conviction, et encore moins de confiance en leurs capacités à convaincre un recruteur lors d'un entretien d'embauche. Le ton général des moments de l'entretien où il était question de leur future insertion professionnelle et de leurs aspirations à ce sujet devenait très vite morose et défaitiste, malgré les protestations de certains qui reprochaient à leurs camarades leur pessimisme.

*La sociologie, c'est rien, j'ai une licence en sociologie, c'est rien, mais pour les étrangers, une licence en sociologie c'est waouh, mais ici non, ça sert à rien, rien. Je crois je vais pas trouver un travail. (homme, 24 ans, licencié de sociologie)*

*Je vais revenir sur ce point, il y a des domaines, par exemple la littérature, elle n'a pas de futur au Maroc, c'est connu, tout le monde*

*le sait, y'a des domaines qui n'ont pas de valeurs au Maroc, on n'a pas des chances d'être embauchés. (femme, 25 ans, licenciée en économie)*

*(...)*

*Pour moi, non, je [ne] suis pas d'accord, moi, j'ai confiance et j'estime que je vais réussir même au Maroc. Bon, ça reste personnel, si je veux développer mes compétences, si j'ai de la volonté, je peux [m]'auto-former et trouver un bon travail, même dans un pays comme le Maroc. Ça dépend de la personne, il veut se développer, se distinguer des autres, donc il va réussir. (femme, 23 ans, licenciée en économie)*

Ces propos font écho à ceux de jeunes diplômés au début de sessions de formations linguistiques où il est fréquent d'entendre : « bonjour, j'ai 25 ans, je suis diplômé-chômeur », cette expression étant utilisée comme synonyme de « chercheur d'emploi récemment diplômé », même par des personnes qui viennent d'obtenir leur diplôme et ont à peine commencé leur recherche sur le marché du travail.

Les neuf jeunes diplômés de l'enseignement national avec lesquels ont été faits les entretiens individuels étaient généralement un peu plus âgés que les participants au focus groupe et avaient déjà une expérience du marché du travail. Trois étaient diplômés de filières non sélectives de l'université publique (un homme en économie, un autre en langue arabe, une femme en études islamiques) et avaient mis respectivement deux, un et huit ans pour trouver un emploi. Ils travaillaient tous les trois dans la formation, le premier dans une école privée de gestion, les deux autres comme professeurs stagiaires du ministère de l'Éducation Nationale dont ils venaient de réussir le concours au moment de l'entretien. Deux femmes étaient diplômées de l'ENCG et avaient cherché un emploi pendant plus d'un an. L'une d'elles l'était toujours tandis que l'autre, après avoir travaillé pour un bureau d'études, avait choisi par goût de passer les concours d'enseignement de la fonction publique et était devenue enseignante. Les quatre autres étaient diplômés d'une école d'enseignement supérieur privé. Trois d'entre eux étaient titulaires de masters en gestion et marketing (un homme et deux femmes). Parmi eux, l'homme était toujours en recherche d'emploi après un an et demi au moment de l'entretien ; une des deux femmes, ne trouvant aucun emploi à sa convenance à l'issue de ses études, travaillait par défaut comme téléopératrice dans un centre d'appels. La deuxième, titulaire d'un double diplôme en marketing, occupait un poste qui lui plaisait en tant que responsable du département de formation d'un groupe de promotion immobilière après deux mois de recherche. Enfin, une femme titulaire d'un diplôme en informatique d'une école privée non accréditée par l'État,

avait trouvé un travail administratif dans une association après deux ans et demi de recherche.

Lors des entretiens, à l'exception de deux femmes satisfaites de leur emploi, les sept autres jeunes gens exprimaient leur frustration face à leur situation professionnelle, qu'ils aient été sans emploi (deux personnes) ou avec un emploi décrit comme ne répondant pas à leurs aspirations et ne correspondant pas aux domaines de compétences de leurs études et diplômes. Ils présentaient le plus souvent ce type d'emploi comme une insertion par défaut, considérant qu'ils n'avaient pas eu le choix et qu'il fallait bien accepter n'importe quel travail pour « survivre » ou s'occuper.

*C'est juste histoire de passer le temps. Je ne suis pas satisfaite, mais on s'habitue vite. Je ne suis pas satisfaite quant au salaire, les primes, le fait d'être obligée de travailler avec un bac+5 à côté des « niveaux bac ». Ce n'était pas un choix délibéré. Mais je ne trouve pas. C'est un problème de pénurie de postes de travail. (...) J'ai le diplôme, le piston et tout mais j'ai rien trouvé. En plus on nous demande toujours un strict minimum de deux ans d'expérience pour être embauché. (...) C'est vraiment accablant quand on demande à chaque fois à un jeune diplômé d'avoir de l'expérience. (Femme, 26 ans, master de gestion, école de commerce privée, téléopératrice en centre d'appels)*

Plusieurs points communs rapprochent les propos des tout jeunes lauréats ayant participé au focus groupe et ces diplômés. Les premiers se projettent avec défaitisme dans un avenir proche douloureux où ils devront se confronter à un monde du travail méconnu qui les effraie et face auquel ils se sentent incompetents et indésirables. En parallèle, les seconds, qui ont une expérience, même brève, du marché de l'emploi, expriment une autre forme de défaitisme ancrée dans la frustration professionnelle qu'ils disent expérimenter, même lorsqu'ils ont trouvé un emploi.

Dans les deux cas, est décelable une crise de confiance dans les représentations qu'ont ces jeunes gens d'eux-mêmes, de leurs compétences, de leurs diplômes, de leur employabilité et un rejet des quelques emplois qu'ils considèrent comme étant les seuls accessibles pour eux. Certains d'entre eux évoquent leurs propres « blocages psychiques » qui les empêchent d'avoir confiance en leurs capacités. D'autres rejettent la responsabilité de leur manque de confiance et de compétences professionnelles sur les méthodes du système éducatif marocain qu'ils opposent à ceux des pays occidentaux dont, selon eux, les diplômés seraient plus prisés par les employeurs que les diplômés marocains.

*Pour lui [l'employeur], un étudiant du système éducatif marocain n'a pas un niveau de pratique favorable, parce que, ici au Maroc, le système éducatif il est trop chargé et au niveau pratique c'est zéro. Théoriquement on apprend trop mais en pratique c'est zéro, c'est pour cela que l'employeur donne toujours avantage aux étudiants qui ont fait leurs études à l'étranger, c'est pour la question de compétences.*  
(Homme, 24 ans, licencié en économie et gestion, université)

C'est dans ce contexte d'autodépréciation de ses propres compétences et de dévalorisation des formations de l'enseignement marocain face aux exigences du marché du travail que ces jeunes gens considèrent la mobilité pour études à l'étranger comme un remède aux difficultés d'insertion professionnelle qu'ils rencontrent ou s'attendent à rencontrer dans un futur proche. Selon eux, le diplôme occidental permet au lauréat à son retour au Maroc une insertion plus rapide, dans de meilleures conditions de travail (responsabilités et salaires) et dans un secteur et des fonctions adaptés à ses attentes. Lors des entretiens, dix-sept sur les dix-neuf jeunes diplômés de l'enseignement national expliquaient ainsi leur rêve de partir étudier dans un pays occidental et leur déception de ne pas l'avoir réalisé, faute des moyens financiers nécessaires. Seules deux jeunes femmes se prononçaient contre ce projet, l'une par souci de pratiquer sa religion dans son pays, l'autre par souhait d'affirmer sa volonté de prouver qu'il est possible de réussir au Maroc sans avoir recours à des formations étrangères.

Un rêve semble ainsi cristallisé derrière le symbole des études à l'étranger et du diplôme occidental : non seulement celui d'une insertion professionnelle satisfaisante, mais au-delà, en termes d'estime de soi, celui d'une reconnaissance et d'une ascension professionnelles et sociales. Dans ce rêve, qui est d'autant plus idéalisé qu'il leur est resté inaccessible, ces jeunes gens projettent une image de soi différente comme s'il avait été possible que les études à l'étranger les rendent autres qu'ils ne sont, les transformant en de jeunes professionnels compétents, confiants en leurs capacités, pleins d'aisance communicative et de prestance, reconnus, estimés et prisés aussi bien par les employeurs que par leur famille et leur entourage social. Ce même rêve se retrouve dans les raisons qui ont amené les jeunes diplômés de l'étranger enquêtés à élaborer et réaliser leur projet de mobilité pour études hors du Maroc.

### **Diplômés de systèmes d'enseignement supérieur étrangers**

Les dix jeunes gens titulaires de diplômes étrangers interrogés en entretiens individuels sont en effet partis avec ces mêmes aspirations et ce même rêve, même si l'expérience vécue n'a parfois pas répondu à leurs attentes.

Un cas notamment est très différent des autres, celui d'un jeune homme qui, n'ayant pas eu les résultats scolaires suffisants pour entrer dans une école nationale marocaine d'ingénieurs, est parti faire les mêmes études en Tunisie. Au moment de l'entretien, il était particulièrement amer : de retour au Maroc depuis plus d'un an, il n'avait toujours pas réussi à obtenir une équivalence étatique à son diplôme tunisien malgré les accords bilatéraux à ce sujet entre les deux pays (Sahib in Pellegrini 2016). De la sorte, il lui était impossible de postuler dans la fonction publique et sa candidature était également refusée par les employeurs du secteur privé. Les mêmes échos nous sont parvenus à propos de titulaires de diplômes de certains pays de l'Est comme la Roumanie avec lesquels, cependant, il n'existe pas toujours de système officiel d'équivalence de diplômes (ibid.). Ces exemples montrent bien la prévalence des diplômes occidentaux (des pays du nord francophones et anglo-saxons essentiellement) dans les aspirations à partir étudier à l'étranger.

Parmi les six diplômés de France, une femme et un homme diplômés d'une école d'ingénieurs marocaine et d'un master français en énergies renouvelables venaient de rentrer au Maroc sans avoir encore commencé leur recherche d'emploi. Cependant, contrairement aux diplômés de l'enseignement national du focus groupe dans la même situation, leurs représentations de leur future insertion professionnelle, même si elle restait teintée d'interrogations, était beaucoup plus sereine et confiante. Ils exprimaient une estime de soi solide et confiante en leurs propres capacités et compétences, ce malgré leur peu d'expérience professionnelle, mais forts des stages en entreprises faits durant leur master qu'ils considéraient comme des expériences à part entière.

Les quatre autres diplômés de France avaient connu une insertion professionnelle aisée à leur retour au Maroc : deux jeunes hommes titulaires de masters dans le secteur de la gestion des risques (spécialités rares au Maroc) avaient travaillé quelques mois comme consultants à Casablanca avant de rentrer dans la fonction publique hospitalière dans des postes à responsabilités à Marrakech. Deux femmes titulaires de masters dans les domaines de l'audit et du marketing s'étaient insérées sur le marché du travail dès leur retour, l'une comme responsable administrative, l'autre en créant une SARL spécialisée dans l'audit financier.

Les trois diplômés d'autres pays occidentaux avaient connu à leur retour des situations d'insertion similaires : un diplômé en interprétariat d'Allemagne, après six ans d'expérience professionnelle à l'étranger, avait été immédiatement recruté comme manager d'une agence de voyages pour clients germanophones ; un jeune homme diplômé de Grande-Bretagne en informatique avait repris l'entreprise paternelle de développement web ; un autre, diplômé d'une école de commerce entre la France et

l'Espagne et d'un diplôme canadien de management était manager commercial à distance pour une entreprise canadienne et avait également créé sa propre entreprise à Marrakech.

Lors des entretiens, l'ensemble des titulaires de diplômes de pays occidentaux en situation d'emploi se déclaraient pleinement satisfaits de leur insertion professionnelle et de leurs conditions de travail, contrairement à la majorité des diplômés de l'enseignement national interrogés, à l'exception de deux jeunes femmes. Il est également frappant de constater les différences de représentations de soi entre les deux catégories de diplômés concernant l'estime de soi et la confiance en soi, en ses compétences, en ses « soft skills<sup>5</sup> » (terme cité par la majorité des diplômés) et en la valeur de son diplôme face au marché de l'emploi. L'assurance des diplômés de pays occidentaux à ce sujet, qui confinait parfois chez certains à une forme de suffisance, voire d'arrogance, contraste fortement avec l'autodépréciation généralisée des diplômés de l'enseignement national. En témoigne ce propos d'un des deux jeunes gens tout juste diplômés de France qui affichait des ambitions a priori peu réalistes dans un avenir proche vu son peu d'expérience professionnelle.

*Les qualités que j'ai acquises à l'étranger, maintenant je vais les exploiter au Maroc pour dépasser le statut junior vers senior où on a de l'expérience. Je vais m'orienter vers des postes de direction de management et là je pourrai trouver le profil adéquat pour moi.*  
(Homme, 23 ans, diplôme d'ingénieur, Maroc ; master énergies renouvelables, France)

Cette citation montre combien la représentation de la valeur conférée à l'individu par le diplôme occidental est performative : quelle que soit la réalité des compétences acquises et des préférences des employeurs à recruter des diplômés de tel ou tel pays, la mobilité internationale pour études et le diplôme occidental sont projetés, voire fantasmés par ces jeunes, comme un vecteur de transformation et de valorisation de soi. De fait, il confère à son détenteur une valeur et une image méliorative de soi jugée inaccessible autrement, d'où le rêve irréalisable de ceux qui ne peuvent pas partir étudier à l'étranger ; d'où l'assurance de ceux qui ont eu les moyens de réaliser ce rêve et qui sont prêts à se présenter sur le marché du travail emplis du sentiment d'être les meilleurs.

---

<sup>5</sup> Ce terme assez vague de la terminologie internationale des ressources humaines recouvre des compétences définies comme relevant de la personnalité et des qualités individuelles de l'individu : capacités à communiquer, résoudre des problèmes, travailler collectivement, gérer des équipes, prendre des initiatives (Bailly & Léné 2015).

Il est pourtant souligné à de nombreuses reprises par les deux catégories de jeunes gens interviewés que les contenus académiques des formations marocaines et occidentales sont semblables et que les différences majeures portent principalement sur la maîtrise des langues et des « soft skills » qui sont valorisées par les employeurs. Or, dans quelle mesure ces différences peuvent-elles suffire à expliquer le fossé qui sépare les représentations de soi des uns et des autres ?

### **Entre survalorisation et dévalorisation de soi et de ses compétences : quelles causes possibles ?**

Si l'on compare l'insertion des deux types de diplômés interviewés, on constate qu'effectivement les diplômés de l'étranger se sont insérés plus vite sur le marché du travail et sont plus satisfaits de leur emploi que les diplômés de l'enseignement national. Il n'est cependant pas possible d'interpréter ces résultats comme une preuve de meilleure insertion des détenteurs de diplômes étrangers à Marrakech quand on les analyse en détails. En effet, mis à part les deux jeunes gens en début de recherche d'emploi et le diplômé de Tunisie, parmi les sept autres déjà insérés, deux ont créé leur propre entreprise ; l'un a repris l'entreprise paternelle ; l'un a été recruté sur des critères linguistiques (sa maîtrise de l'allemand) et non pour son diplôme ; et les trois autres ont été recrutés grâce à leur spécialisation rare au Maroc (gestion des risques et audit), ayant donc eu peu de concurrents lors du processus de recrutement.

De plus, dans six de ces sept cas, il paraît difficile de qualifier leur insertion d'ascension professionnelle et sociale : ces jeunes gens viennent de milieux sociaux aisés et n'exercent pas d'emplois plus qualifiés ou plus valorisés que ceux de leurs parents qui, eux-mêmes, ont le plus souvent fait leurs études en France. Le diplômé d'Allemagne fait exception car il est issu d'un milieu modeste. Par opposition, les diplômés de l'enseignement national interrogés viennent généralement de milieux plus modestes, ils ne disposent pas de réseau déjà existant pour trouver un travail et ont fait un parcours d'études supérieures dans des filières dites « de masse » de sorte que la concurrence lors des recrutements est rude. Dans ces conditions, comment expliquer une telle différence d'estime de soi et de perceptions de ses compétences sur le marché du travail ?

D'autre part, l'enquête menée auprès des employeurs à Marrakech (Pellegrini 2016) montre que, bien que ces derniers partagent la conviction des jeunes gens interviewés que les diplômés des pays occidentaux sont plus compétents et directement opérationnels pour l'entreprise, pourtant, il est fréquent qu'ils préfèrent recruter des diplômés de l'enseignement national. Ils justifient ces préférences par leur méfiance vis-à-vis des exigences et prétentions éventuelles des diplômés de l'étranger de retour

au Maroc, que ce soit en termes de conditions de travail, mais aussi de potentielle arrogance et de remise en cause de la hiérarchie. Ainsi, contrairement à ce que pensent les deux catégories de diplômés de l'enquête, le diplôme occidental n'est pas systématiquement privilégié par les employeurs lors des recrutements, en tous cas à Marrakech<sup>6</sup> (ibid.).

Il semble que l'aspect où la différence entre ces types de diplômés est la plus effective ne réside pas dans le fait que les diplômés des pays occidentaux seraient réellement plus employables et plus prisés des employeurs que les titulaires de diplômes marocains à Marrakech. Il ne réside pas non plus dans le fait que les compétences des premiers seraient particulièrement meilleures que celles des seconds. Il semble bien plutôt résider dans les représentations véhiculées par les discours de bon nombre d'acteurs institutionnels, de membres de la société civile, des media et de certains chercheurs qui minent la crédibilité de l'enseignement supérieur national en dénigrant de façon systématique ses structures, ses contenus, ses méthodes, le travail de ses acteurs et la valeur de ses diplômes (Pellegrini 2016). Ces discours minent les perceptions que les titulaires des diplômes de cet enseignement ont de leurs études, de leurs diplômes, et par là, d'eux-mêmes et de leurs compétences (ibid.).

Certes, des problèmes objectifs présents dans l'enseignement national sont ciblés par les critiques de ces acteurs, des employeurs et des diplômés interrogés : les conditions difficiles d'études (surcharge des effectifs, manque de ressources humaines et de matériel, changements des langues d'enseignement, etc.) ; la multiplication des réformes ; les méthodes d'enseignement essentiellement magistrales qui, selon eux, ne permettraient pas de développer la réflexion, la responsabilisation, l'autonomie et la communication chez les étudiants ; l'apprentissage de notions théoriques parfois décrochées de la réalité du monde professionnel. Cependant, ces conditions problématiques n'expliquent pas à elles seules le manque de confiance et de motivation, le défaitisme et l'autodépréciation souvent extrêmement féroce de ses lauréats.

Il semblerait plutôt que c'est la crise de légitimité que connaît le système éducatif marocain auprès de l'ensemble des acteurs de la société marocaine qui est la cause majeure du découragement des étudiants à mener leurs études avec motivation, de l'autodépréciation chronique des diplômés et de leur manque d'appétence à se confronter à la réalité du marché de l'emploi. Ces jeunes gens semblent convaincus d'avance, avant même d'entrer à la faculté, que leurs études et leurs diplômes ne leur

---

<sup>6</sup> Il est tout à fait probable que la situation de l'employabilité comparative de ces deux types de diplômés soit différente à Casablanca et Rabat du fait de l'internationalisation des entreprises dans ces villes.

seront que de peu d'utilité pour trouver un travail qualifié et ne leur apporteront que peu, voire pas, de reconnaissance dans leurs propres sphères familiales et sociales où personne, selon eux, n'a foi en l'enseignement public. Comment se penser capable de convaincre un employeur de ses compétences quand on est soi-même convaincu de ne pas en avoir ? Cela quand les employeurs et l'entourage personnel en sont également convaincus par avance ? Par opposition, tous les diplômés interrogés pensent que ce qui vient des pays occidentaux est survalorisé et idéalisé dans les mentalités des Marocains, notamment dans le domaine de l'éducation et de la formation.

*C'est question de la mentalité. C'est-à-dire on se voit toujours inférieurs à l'autre, c'est une chose qu'on nous a toujours appris[e] pendant notre éducation sociale. On se voit toujours inférieurs parce qu'on a un système éducatif qui nous a donné toujours une vision de nous que nous sommes toujours moins [au] niveau que les autres (...)  
Si on compare notre niveau avec les autres on se voit toujours au bas de l'échelle et chaque fois qu'une nouvelle stratégie vient pour s'[im]poser à nous pour être exercé dans notre pays, c'est toujours une autre version, [une] imitation d'une vision étrangère, même au niveau de l'éducation. (Homme, 30 ans, Master théorie économique, université, Maroc, formateur)*

Plus généralement, ils déplorent que les entreprises et la société marocaine survalorisent les compétences professionnelles occidentales et discréditent par opposition les compétences marocaines.

*C'est célèbre au Maroc, on ne fait pas confiance aux ingénieurs marocains, alors dès qu'il y a un problème on sollicite des ingénieurs depuis l'étranger pour régler le problème. Je donne un exemple (...) les automates des guichets de banque, je vous dirai pas le nom de l'entreprise (...), un automate programmable, dès qu'il y a une panne on appelle des ingénieurs depuis l'Allemagne pour régler le problème. Il y a une phrase qui est célèbre au Maroc, on dit : « on n'a pas confiance aux ingénieurs marocains ». (Femme 23 ans, école d'ingénieurs, Maroc ; master en énergies renouvelables, France)*

## **Conclusion**

La mobilité pour études dans les pays occidentaux est donc investie par ces jeunes gens comme une stratégie anti-chômage et la promesse d'une insertion satisfaisante

sur le marché du travail, voire d'une ascension professionnelle et sociale, quelle soit la réalité effective de cette insertion. Elle est également conçue comme un remède à la dévalorisation et à la non-reconnaissance des compétences professionnelles des diplômés de l'enseignement national par les employeurs, mais aussi par leur propre environnement familial et social, et par eux-mêmes. C'est ainsi que, dans notre échantillon de vingt-neuf diplômés à Marrakech, les titulaires de diplômes occidentaux manifestent une estime de soi, une confiance en soi et une aisance qui contrastent fortement avec l'autodépréciation virulente et amère des titulaires de diplômes nationaux. Or, ces différences de représentations de soi nous semblent être explicables moins par des différences effectives entre les compétences de ces deux types de diplômés que par la crise de légitimité que traverse le système d'enseignement national auprès de l'ensemble de la société marocaine. Cette interprétation, parfois formulée par des diplômés, est également présente dans les propos de certains employeurs et acteurs institutionnels.

*Aujourd'hui, le système de formation national, il est taxé – j'ai l'impression peut-être –, bon, il est taxé dans l'imaginaire collectif de tous les acteurs, que ce soit les acteurs économiques, acteurs institutionnels, acteurs politiques ou simple société civile, donc taxé par la médiocrité. Donc on a souvent pensé, et on le dit, que le système d'éducation nationale, c'est un système qui souffre énormément d'insuffisances. (...) Ça discrédite complètement le système. Donc forcément il y a ce cliché, et donc du coup ça marque les esprits (...) C'est un imaginaire collectif où tout le monde tient une petite partie de la ficelle et c'est un exercice où tout un chacun jette la responsabilité sur l'autre. (Responsable régional, ANAPEC)*

De leur côté, beaucoup de diplômés interrogés soulignent combien les systèmes d'enseignement occidentaux sont survalorisés et idéalisés par les employeurs et la société marocaine en général comme étant forcément meilleurs et plus performants. Un bon nombre d'entre eux opposent à ce modèle étranger leurs revendications d'un modèle marocain d'enseignement qui formerait des lauréats confiants en leurs compétences et tout aussi reconnus et compétitifs sur le marché de l'emploi que les diplômés de pays occidentaux de retour. Pour cela, ils revendiquent que l'enseignement soit réformé afin notamment que les contenus d'enseignement soient davantage liés aux besoins du monde du travail et que les méthodes pédagogiques responsabilisent, valorisent et autonomisent les étudiants. Cette revalorisation et relégitimation de l'enseignement national et de ses lauréats permettraient sans doute qu'un moins grand nombre de jeunes Marocains aspire à une mobilité internationale

pour études souvent inaccessible, que les flux étudiants en situation de mobilité à l'étranger soient moindres, ainsi que les migrations de compétences de longue durée.

## Références

Bailly F. et Léné A., 2015, « Post-face : Retour sur le concept de compétences non académiques », *Formation emploi* [En ligne], 130 | Avril-Juin 2015, URL : <http://formationemploi.revues.org/4419>

Balac R., 2010, « Les mobilités internationales des étudiants marocains », *Espaces Populations Sociétés* (en ligne)

Banque Mondiale, 2011, « Internationalization of higher education in MENA: policy issues associated with skills formation and mobility »  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/123501468299193117/Internationalization-of-higher-education-in-MENA-policy-issues-associated-with-skills-formation-and-mobility>

Chamkhi A. et Dubois T., 2011, *Étude sur la mobilité internationale des étudiants marocains*. Programme EMEMI-AMERM, <http://amerm.ma/mim-amerm>

Conseil Économique et Social, Maroc, 2012, « L'employabilité des jeunes »  
[http://www.unicef.org/morocco/french/Rapport\\_du\\_Conseil\\_Economique\\_et\\_Social-Emploi\\_des\\_jeunes-Vr\\_Fr.pdf](http://www.unicef.org/morocco/french/Rapport_du_Conseil_Economique_et_Social-Emploi_des_jeunes-Vr_Fr.pdf)

ETF, 2013, *Migration et compétences : le rôle des compétences dans le phénomène migratoire au Maroc*,  
[http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/94199E6A3A9FEB1AC1257B1E0030827F/\\$file/Report%20Migration%20and%20skills\\_Morocco.pdf](http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/94199E6A3A9FEB1AC1257B1E0030827F/$file/Report%20Migration%20and%20skills_Morocco.pdf)

Geisser V. [éd.] (2000), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, CNRS

Gérard E. [éd.] (2008), *Mobilités étudiantes Sud-Nord : Trajectoires scolaires de Marocains en France et insertion professionnelle au Maroc*, PubliSud.

Ibaaquil L., 2000, *Les diplômés marocains de l'enseignement supérieur : Une mobilité sociale en panne ?* In Geisser V. [éd.], 2000, *op. cit.*, CNRS.

Marchandise S., « L'espace social des étudiants marocains dans la mobilité internationale. Spatialisation des réseaux et recomposition territoriale », *NETCOM*, vol. 23 (2009), n° 1-2

OCDE, 2013, « Trends in international migration » <http://www.oecd.org/els/mig/>

Pellegrini C. (coord.), 2016, « Le diplôme étranger, un remède au chômage des diplômés ? - Discours et représentations sur l'employabilité des diplômés et la valeur des diplômes sur le marché de l'emploi de Marrakech » <http://amerm.ma/wp-content/uploads/2014/03/Chloe-Pellegrini-Le-diplome-etranger1.pdf>

Sadik Y., 2008, *L'émigration étudiante marocaine vers la France et la question du retour ou du non-retour*. Programme MIM-AMERM, Rabat, <http://amerm.ma/mim-amerm>

Sahib H., 2016, « Les politiques publiques marocaines concernant la mobilité internationale des étudiants », in Pellegrini C. (coord.), « Le diplôme étranger, un remède au chômage des diplômés ? - Discours et représentations sur l'employabilité des diplômés et la valeur des diplômes sur le marché de l'emploi de Marrakech » <http://amerm.ma/wp-content/uploads/2014/03/Chloe-Pellegrini-Le-diplome-etranger1.pdf>

Vermeren P., 2002, *École, élite et pouvoir au Maroc et en Tunisie au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Alizés